

FAITS SAILLANTS DE LA RENCONTRE DES COMMISSAIRES DE MARS 2018

Lors d'une rencontre tenue du 20 au 22 mars dernier à Kangiqsualujjuaq, le Conseil des commissaires a nommé Harriet Keleutak à titre de nouvelle directrice générale de Kativik Ilisarniliriniq.

Le rapport d'activité présenté par la directrice générale par intérim, Rita Novalinga, a fait le point sur la création d'un nouveau poste de directeur général adjoint, tel qu'approuvé par le Conseil des commissaires l'an dernier.

Le recrutement pour ce poste avait été mis sur la glace pour permettre la participation au processus de la nouvelle directrice générale. Comme c'est l'habitude, le poste sera affiché sur le site Web de la commission scolaire au moment de procéder au recrutement.

Le 23 février 2018, le président, le vice-président, la directrice générale par intérim et la directrice des Ressources matérielles ont rencontré des représentants du ministère de l'Éducation, notamment le sous-ministre adjoint et d'autres dirigeants du ministère.

La rencontre a porté sur l'approbation des projets d'infrastructure en suspens. La commission scolaire attend actuellement l'approbation de 12 projets de construction d'infrastructure présentés au ministère de l'Éducation au cours des 3 dernières années.

Lors de cette rencontre, la commission scolaire a également exhorté le ministère de l'Éducation à revoir le cycle d'approbation des projets pour l'adapter aux contraintes et aux calendriers de construction dans l'Arctique (habituellement, les approbations ministérielles de projet sont publiées entre février et juin, ce qui ne tient pas compte du fait que la deuxième semaine de juin est l'échéance d'expédition de type « ça passe ou ça casse » pour les projets de construction dans le nord; une approbation en novembre serait nécessaire). Lors de la rencontre, la commission scolaire a reçu des indications que la construction d'une nouvelle école à Inukjuak serait approuvée; une lettre officielle de confirmation à cet effet n'a toutefois pas encore été reçue. Le sous-ministre adjoint a par ailleurs demandé la planification de trois rencontres par année avec la direction générale et la directrice des Ressources matérielles de la commission scolaire, afin de discuter de questions de construction et d'infrastructures.

Le budget pour la création de postes de conseiller d'orientation dans nos écoles a été approuvé. Il s'agit d'un développement positif puisque ces professionnels aideront les élèves à explorer leurs intérêts personnels et professionnels tout en les renseignant sur les possibilités en matière d'études et de carrières.

Les négociations pour le renouvellement des conventions collectives des employés de soutien et des professionnels ont pris fin en décembre. À la table des enseignants, ces négociations ont connu leur conclusion en janvier

2018. Nombre des demandes originales de KI concernant les conditions de travail des employés inuits ont malheureusement été rejetées par le gouvernement, de sorte qu'elles n'ont pas fait l'objet de discussions aux tables de négociations. KI déposera à nouveau des demandes relatives aux conditions de travail des employés inuits au moment de s'engager dans la prochaine ronde de négociation des conventions collectives.

Le ministère de l'Éducation a décerné des diplômes d'études secondaires (DES) aux élèves qui avaient reçu des attestations d'équivalence d'études secondaires (AEES) entre juin 2015 et juin 2017. Ces diplômes ont été transmis par la poste aux élèves, les derniers DES ayant été mis à la poste le 23 mars.

Les élèves du Nunavik qui avaient terminé leurs études de 5^e secondaire entre juin 2015 et juin 2017 avaient reçu une AEES du ministère de l'Éducation. Or, ces élèves avaient en fait suivi les mêmes programmes de mathématiques et de science que les élèves qui avaient terminé leurs études secondaires avant juin 2015. Néanmoins, au lieu de recevoir un diplôme d'études secondaires (DES), ils ont obtenu une attestation d'équivalence d'études secondaires (AEES) du ministère de l'Éducation.

En ce qui concerne l'apprentissage du contenu des programmes, aucune raison ne justifiait que le ministère de l'Éducation leur ait décerné une AEES au lieu d'un DES. C'est pourquoi, en août 2017, la commission scolaire a communiqué avec le ministère de l'Éducation du Québec pour demander que cette injustice soit corrigée, de sorte que ces élèves se voient décerner un DES en remplacement de leur AEES.

Le 23 octobre 2017, le ministère de l'Éducation confirmait qu'il allait décerner un DES à tous ces élèves. En janvier 2018, le ministère de l'Éducation a mis à jour le dossier scolaire électronique de chaque élève pour indiquer qu'ils possèdent dorénavant un diplôme d'études secondaires (DES). Les collèges, les cégeps, les universités et les écoles de formation professionnelle se servent de ce dossier lors de l'examen des demandes d'admission aux programmes qu'ils offrent.

Ainsi, le 23 mars 2018, des ont été envoyés par la poste à tous les élèves qui avaient reçu une AEES entre 2015 et 2017. En juillet dernier, le ministère de l'Éducation a aussi confirmé l'équivalence du programme de mathématiques, science et technologie de la commission scolaire avec ceux du ministère de l'Éducation, de sorte que ce dernier leur accorde dorénavant une accréditation complète.

Un programme de tutorat de 3 ans est dorénavant en place dans la majorité des écoles pour offrir du soutien aux élèves. En octobre 2017, le Conseil des commissaires approuvait l'octroi de fonds pour appuyer la mise en œuvre de ce programme.

Ce programme est mis en place en partenariat avec le Collège Frontière; ainsi, les tuteurs sont recrutés, formés et gérés directement par cet organisme. Ils accordent la priorité au travail individuel en mathématiques avec des élèves de 3^e, 4^e et 5^e secondaire.

Huit tuteurs sont actuellement à l'œuvre dans les 7 communautés suivantes : Kuujuaq, Quaqtaq, Kangiqsujaq, Kuujuaaraapik, Inukjuak (2 tuteurs), Ivujivik (un tuteur a été dernièrement embauché comme enseignant) et Puvirnituk.

Pour l'année prochaine, l'objectif du programme demeure de recruter des tuteurs pour toutes les communautés du Nunavik. Le principal défi que nous avons eu à relever cette année a été le manque de logements disponibles pour les tuteurs; nous espérons être en mesure de régler ce problème pour la prochaine année scolaire. Les commentaires des élèves, des enseignants et des parents sur ce programme sont à ce jour excellents.

Les commissaires ont discuté de moyens pour améliorer le partage de l'information avec leur communauté, de mesures qui permettraient de s'assurer que l'ordre du jour de leur rencontre reflète les préoccupations de leur communauté et alloue suffisamment de temps pour la discussion de politiques en éducation.

Les commissaires ont exprimé le besoin d'accéder à une plateforme en ligne sur laquelle ils pourraient facilement s'envoyer des messages et échanger de l'information sur les problèmes communs rencontrés par leurs communautés. Ils indiquaient que tous les problèmes locaux n'ont pas à se retrouver à l'ordre du jour du Conseil des commissaires, mais que l'évaluation des points à l'ordre du jour exigerait une meilleure communication avant la rencontre, ce qui n'est actuellement pas le cas.

L'une des principales préoccupations abordées portait sur le fait que les commissaires passent beaucoup de temps à discuter de questions techniques et administratives. Ils s'inquiétaient ainsi du fait de n'être généralement pas être en mesure d'accéder à toute l'information pertinente à ces questions avant la rencontre. Tous les commissaires devraient avoir régulièrement accès à un ordinateur et à une connexion Internet.

Une version à jour du plan de la commission scolaire pour les 10 prochaines années sera présentée aux commissaires en juin 2018. Cette mise à jour portera sur les années 2020-2021 et sur les années subséquentes.

Les commissaires ont exprimé leurs frustrations en ce qui a trait aux délais dont souffre l'approbation des projets de construction de la commission scolaire par le ministère.

Tous les projets planifiés jusqu'en 2018-2019 ont déjà été présentés au ministère de l'Éducation. Quoi qu'il en soit, le retard en matière

d'approbation fait aussi en sorte que la situation des communautés va en s'aggravant.

Les commissaires ont demandé que le personnel de KI explore différentes avenues pour accélérer le processus d'approbation des projets.

La commission scolaire s'attaquera activement à la remise sur pied du comité de partenariat régional.

Après avoir écouté un rapport sur la mise en œuvre du programme des Écoles compatissantes dans nos écoles, le Conseil des commissaires a discuté de l'importance d'un soutien permanent en matière de pratiques de gestion et de pratique pédagogiques tenant compte des traumatismes.

Les commissaires se sont dits en faveur d'un examen du projet des Écoles compatissantes, qui comprendrait une évaluation de la pertinence culturelle et de l'applicabilité de ses principaux concepts, méthodes et approches. Ils ont en outre insisté sur l'importance d'accroître la sensibilisation publique quant aux divers facteurs exerçant des répercussions sur le succès des enfants à l'école.

Les problèmes sociaux qui affectent les communautés du Nunavik demeurent une grave préoccupation. Ces problèmes affectent en effet non seulement l'assiduité des enseignants au travail, mais aussi le bien-être des élèves ainsi que leur aptitude à apprendre et à réussir à la hauteur de leur potentiel. Les commissaires ont affirmé qu'il est nécessaire que les différents organismes échangent de l'information pour mieux comprendre ce que chacun d'entre eux fait et s'assurer que tous collaborent pour compléter les efforts des autres.

Les commissaires ont donc adopté une résolution demandant la remise sur pied du comité régional de partenariat et mandatant Kativik Ilisarniliriniq pour coordonner l'organisation d'une première rencontre.

En septembre 2018, toutes les écoles de Kativik Ilisarniliriniq adopteront un calendrier scolaire condensé.

Agissant à la demande d'une grande majorité des communautés du Nunavik et conformément aux résolutions adoptées par leurs comités d'éducation, le Conseil des commissaires a adopté une résolution approuvant la mise en place d'un calendrier scolaire condensé pour l'année scolaire à venir.

Le nouveau calendrier scolaire comprendra des journées d'école allongée, ce qui permettra de retrancher une dizaine de jours à la fin de l'année.

L'objectif est d'avoir un effet positif sur l'assiduité et le succès des élèves à l'école tout en leur permettant d'accompagner leur famille sur le terrain pour profiter des journées plus chaudes de juin.